

# *Curriculum vitae*

**Julien BONNET**

*Professeur à l'Université de Montpellier*



Adresse professionnelle : UFR Droit et Science politique, 39 rue de l'Université  
34060 Montpellier Cedex 2

Adresse mail : [julien.bonnet@umontpellier.fr](mailto:julien.bonnet@umontpellier.fr)

## **PARCOURS UNIVERSITAIRE**

Depuis 2016	<b>Titulaire de la Prime d'encadrement doctoral et de recherche</b> (renouvellement en 2021)
2015	<b>Avancement à la 1<sup>ère</sup> classe (CNU)</b>
2014	<b>Professeur à l'Université de Montpellier, UFR Droit et Science politique</b>
2010-2013	<b>Professeur à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne, UFR Droit et Science politique</b>
2010	<b>Admission au concours d'agrégation de droit public</b>
2009	<b>Maître de conférences à l'Université Montpellier I, UFR Droit</b>
2008	<b>Qualification aux fonctions de Maître de conférences par le Conseil national des Universités</b>
28 novembre	<b>Doctorat de Droit public, Université Montpellier I</b>
2007	<u>Titre</u> : « Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. <i>Analyse critique d'un refus</i> ». <u>Directeur de thèse</u> : M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université de Montpellier I <u>Jury</u> : <ul style="list-style-type: none"><li>- M. Bertrand MATHIEU, Professeur à l'Université Paris I (Rapporteur)</li><li>- M. Guillaume DRAGO, Professeur à l'Université Paris II (Rapporteur)</li><li>- M. Guy CANIVET, Membre du Conseil constitutionnel, Premier président honoraire de la Cour de cassation</li><li>- M. Jérôme ROUX, Professeur à l'Université Montpellier I</li><li>- M. Dominique ROUSSEAU, Professeur à l'Université Montpellier I</li></ul> <u>Mention</u> : « Très honorable avec les félicitations du jury » <u>Prix de thèse de la Faculté de droit de Montpellier</u> <u>Dalloz, Collection Nouvelle bibliothèque de Thèses, vol. 81, 2009, 716p.</u>
2005-2007	<b>Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A.T.E.R.) à temps plein, Université Montpellier I, UFR Droit</b>
2002-2005	<b>Allocataire de recherche – Moniteur, Université Montpellier I, UFR Droit</b>
2002	<b>D.E.A. de Droit public général, option Droits fondamentaux, Université Montpellier I. Mention Très Bien. Major de promotion. Prix Hébrard du mémoire de D.E.A.</b>
2001	<b>Maîtrise en Droit public, Université Montpellier I. Mention Bien</b>
2000	<b>Licence en Droit, Université Montpellier I. Mention Bien. Major de promotion</b>
1999	<b>2<sup>ème</sup> année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Assez Bien</b>
1998	<b>1<sup>ère</sup> année D.E.U.G. Droit, Université Montpellier I. Mention Bien</b>
1997	<b>Baccalauréat, série Scientifique, Lycée Jean-Baptiste Dumas, Alès</b>

## **RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES**

### **A l'Université de Montpellier (depuis 2014)**

- Membre élu du Département scientifique de l'UFR Droit et Sciences politiques (2023-)
- Co-directeur du Magistère Droit public appliqué (2015-)
- Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et Sciences politiques (2016-2021)
- Membre élu du Conseil de la Section de droit public (2014-2021)
- Membre élu du Conseil de l'IPAG de Montpellier (2017-2021)
- Membre du Conseil pédagogique du Collège de droit (2017-2020)
- Vice-Président de la Section de droit public de l'UFR Droit et sciences politiques (2014-2016)

### **A l'Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2014)**

- Directeur du Master 2 Droit des collectivités territoriales (2012-2014)
- Membre élu du Conseil de l'UFR Droit et Science politique (2011-2014)
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit (2010-2014)
- Réfèrent pour l'UFR Droit et Science politique du Pôle d'information et d'orientation des lycéens et étudiants (2011-2014)

### **Responsabilités dans les projets et la vie collective de l'établissement**

- Conclusion d'une convention de mécénat entre le Magistère droit public appliqué et la société Alvea Formation (2022)
- Conclusion d'une convention de mécénat entre le Magistère droit public appliqué et le Cabinet d'avocat CGCB (2021 ; 2022)
- Mise en place et encadrement d'un atelier de coproduction législative entre les étudiants du Magistère droit public appliqué et Mme la Députée Coralie Dubost, à propos du projet de loi confortant les principes républicains (2021)
- Mise en place et encadrement de la création du site Internet « Montpellier droit public », portail d'entrée présentant les formations et la recherche en droit public (2020-2021)
- Responsable d'un groupe de travail sur la mise en place d'un portefeuille numérique de compétences à destination des étudiants de Licence (2020-2021)
- Organisation de conférences d'information sur les métiers du droit public (Licence 2) et les Masters en droit public (Licence 3), 2016-2020.
- Sélection et encadrement des équipes des Universités d'Evry (2011-2014) et de Montpellier (depuis 2014, avec P.Y. Gahdoun) dans le cadre du Concours Vedel de plaidoirie en QPC
- Conclusion d'un partenariat entre le Magistère droit public appliqué et le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2018)
- Co-responsable d'un groupe de travail sur le portefeuille de compétences en Licence (2020-2021)
- Tutorat des étudiants de la prépa ENM de Montpellier (2014-)
- Responsable d'un groupe de travail sur la pédagogie numérique (2016-2017)
- Responsable de la campagne Admission Post Bac (APB) : réponse en ligne sur les demandes d'APB, coordination de la participation des enseignants en droit à la campagne, participation

aux journées d'Orientation Active ainsi qu'aux salons où l'Université d'Evry était représentée (2012-2014)

-Organisation d'une rencontre « Université-Collectivité locales et partenaires économiques locaux » (avec V. Bouhier), Evry, 18 juin 2013

-Conclusion de Conventions de partenariat entre le Master 2 Droit des collectivités territoriales et la Communauté de commune du Val d'Essonne, le MEDEF de l'Essonne et l'Association des maires de l'Essonne (Evry, 2012-2014)

## **RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES**

- Vice-Président du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (2021-)
- Membre du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (depuis 2011)
- Membre du CERCOP (Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives Constitutionnelles et Politiques) ; co-responsable de l'axe de recherche « contentieux constitutionnel »
- Responsable du projet scientifique « Nourrir, protéger et soigner dans une société du risque : un défi pour le droit », Lauréat de l'appel à projet I-Site «Montpellier Université d'Excellence », rassemblant cinq laboratoires de recherche en droit et sept partenaires publics et privés (2017-2022).
- Responsable de la problématique générale des journées décentralisées de l'Association française de droit constitutionnel : « Droit constitutionnel et droit administratif » (avec A. Roblot-Troizier), 2021 ; « Droit constitutionnel et numérique » (avec P. Türk), 2016.
- Membre du projet scientifique « QPC et économie », Appel d'offres du Conseil constitutionnel « QPC 2020 ».
- Responsable de la problématique générale des journées décentralisées de l'Association française de droit constitutionnel : « Droit constitutionnel et numérique » (avec P. Türk), 2016.
- Co-responsable de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes » du Centre Léon Duguit, Université d'Evry-Val d'Essonne (2010-2014)
- Participation à des Comités de sélection : Université Toulouse 1-Capitole 2019, Université de Montpellier 2017 (Président), Aix-Marseille Université 2016, Université d'Evry-Val-d'Essonne 2013.

### ***Responsabilités éditoriales***

- Membre du Comité scientifique et de lecture de la *Revue française de droit constitutionnel* (depuis 2021)
- Responsable de la Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée (France), *Revue Trimestrielle des droits de l'homme* (depuis 2021, avec M. Afroukh)
- Membre du Comité d'organisation des *Mélanges en l'honneur du Professeur Dominique Rousseau* (2019-2020)
- Membre du Comité de rédaction de la *Revue des Droits et libertés fondamentaux* (depuis 2014)
- Responsable de la Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle à la *Revue de droit public* (depuis 2012, avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun)
- Responsable de la Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques aux *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* (2015-2017, avec A. Roblot-Troizier)
- Responsable de la Chronique « Site Internet et revues électroniques » de la revue *Constitutions* (2010-2015)
- Membre du Comité scientifique de la revue *Jurisdoctoria*

### ***Organisation de colloques***

- Organisation du colloque annuel *Un an de droit public* dans le cadre du Magistère Droit public appliqué (depuis 2015), en partenariat avec le Tribunal administratif de Montpellier (depuis 2019).
- Droit constitutionnel et droit administratif : unité ou autonomie des notions juridiques ?* (avec Pascale Idoux et Marion Ubaud-Bergeron), Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, Montpellier, 8 avril 2022.

- Les conditions d'incarcération sous le contrôle des juges : éléments d'actualité* (avec M. Arfroukh et PY Gahdoun), en ligne, 29 avril 2021.
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (avec M. Afroukh), Montpellier, 7 février 2020.
- Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué*, (avec N. Marty), Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (avec J. Arlettaz, P.-Y. Gahdoun et S. Mouton), Montpellier, 30 novembre 2018.
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ?* (avec P.-Y. Gahdoun), Montpellier, 6 mars 2015, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (avec J. Arlettaz), Montpellier, 12 décembre 2014, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (avec F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Evry, 25 novembre 2013, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.
- Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (avec A. Roblot-Troizier), Evry, 27 mars 2012, Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

### ***Organisation et modération de conférences***

- Présentation des décisions QPC par le Président du Conseil constitutionnel* (avec PY Gahdoun), Organisation et introduction de la conférence de M. le Président Laurent Fabius suite à l'audience publique du Conseil constitutionnel à Montpellier, 25 novembre 2022
- Quelles avancées sur la déontologie des députés? Débat autour du rapport de la déontologie de l'Assemblée nationale*, avec Agnès Roblot-Troizier et Philippe Blachère, Montpellier, 19 mars 2019.
- Rencontres entre le Conseil constitutionnel et la Faculté de droit*, (codirection avec P.-Y. Gahdoun), avec la participation du Secrétaire général et du service juridique du Conseil constitutionnel, Montpellier, 1<sup>er</sup> juin 2018.
- Le juge d'instruction et la Constitution*, avec Thomas Meindl et Anne Ponseille, Montpellier, 20 janvier 2017
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit européen des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé avec R. Tinière, avec la participation de X. Magnon et S. Slama, Revue des droits et libertés fondamentaux, Grenoble, 4 mars 2015
- Défendre en justice la cause des détenus*, avec N. Ferran et S. Slama ainsi que B. Belda et A. Ponseille, Montpellier, 21 novembre 2014
- Le Conseil constitutionnel, une Cour suprême ?*, avec N. Belloubet, Montpellier, 7 mars 2014
- Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012

### ***Jury, concours, expertise***

- Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2022)

- Formation continue auprès des avocats sur l'usage de la QPC et du contrôle de conventionnalité des lois, EFACS, Montpellier, depuis 2021.
- Intervention au Congrès des Syndicat des Avocats de France sur les garanties constitutionnelles de l'avocat, à l'aune du projet d'avocat salarié en entreprise, 5 février 2021.
- Expert auprès de l'Agence nationale de la recherche, 2021
- Audition par M. le Sénateur Arnaud de Belenet, dans le cadre de l'examen de la proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs, 20 novembre 2020
- Expert auprès de l'HCERES, Université de Lille, 2018
- Audition par l'Association nationale de développement des espaces ruraux, M. le député Jean-Michel Clément et M. le sénateur Franck Menonville (dir.), Assemblée nationale, 5 juillet 2018.
- Audition par Mme la députée Anne Génetet, Mission sur la fiscalité applicable aux français de l'étranger, 26 avril 2018.
- Membre du jury du Prix de thèse de l'UMR 7318 DICE, Université Aix-Marseille (2017 ; 2020)
- Membre du jury du Prix de thèse du Conseil constitutionnel (2015)
- Membre du jury de l'Ecole Nationale de l'Administration, concours de sortie (2011)
- Membre du jury du concours de rédacteur territorial du Gard (2011)

## **PUBLICATIONS**

### **Ouvrages**

- Droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), LGDJ, Montchrestien, 11<sup>e</sup> édition refondue, 2016, 866 p. ; 12<sup>e</sup> éd., 2020, 1040 p. ; 13<sup>e</sup> éd., 2023, à paraître.
- L'essentiel du droit du contentieux constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 1<sup>e</sup> éd., 2018, 170p. ; 2<sup>e</sup> éd., 2021, 170 p.
- L'essentiel des grandes décisions du Conseil constitutionnel* (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Lextenso, Gualino, 2017, 187p.
- La question prioritaire de constitutionnalité*, (coécrit avec P.-Y. Gahdoun), Que-sais-je ?, PUF, 2014, 127p.
- Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel* (12 auteurs, direction par B. Mathieu, J.-P. Machelon, F. Mélin-Soucramanien, D. Rousseau, X. Philippe), Dalloz, 1<sup>e</sup> éd., 2009, 473 p. ; 2<sup>e</sup> éd., 2014, 598p.
- L'essentiel de la question prioritaire de constitutionnalité. Mode d'emploi* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2e éd., 2012, 122p.
- L'essentiel des grandes décisions QPC* (coécrit avec D. Rousseau), Lextenso, Gualino, 2012, 134p.
- Pouvoirs et démocratie en France*, (coécrit avec J. Arlettaz), Centre régional de documentation pédagogique, collection Questions ouvertes, 2012, 197p.
- *Le juge ordinaire français et le contrôle de la constitutionnalité des lois. Analyse critique d'un refus*, Dalloz, coll. Nouvelle Bibliothèque de Thèses, volume 81, 2009, 716p.

### **Direction d'ouvrages collectifs et de numéros spéciaux de revues juridiques**

- *Représentation et gouvernement. Quels modèles électoraux ?* (direction P. Esplugas-Labatut, J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun, S. Mouton, Mare et Martin, 2022, 270 p.
- Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, (direction M. Afroukh et J. Bonnet), Anthemis, 2021, 283p.
- Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs* (direction J. Arlettaz, J. Bonnet, PY Gahdoun et S. Mouton), Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2020, 192p.
- Mélanges en l'honneur du professeur Dominique Rousseau* (membre du comité d'organisation), LGDJ-Lextenso, 2020, 1069p.
- L'office du juge et le contrôle de conventionnalité in concreto* (direction M. Afroukh, J. Bonnet), Dossier thématique, Revue des droits et libertés fondamentaux, disponible sur <http://www.revuedlf.com/dossier/la-reconfiguration-de-loffice-du-juge-de-la-conventionnalite-de-la-loi/>.
- La communication des juridictions constitutionnelles* (direction J. Bonnet), Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, 69p.
- La QPC : une révolution inachevée ?* (direction J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun), Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, 162p.
- L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* (direction J. Arlettaz et J. Bonnet), Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, 201p.
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme* (direction J. Bonnet, F. Coulée et A. Roblot-Troizier) sous l'égide de l'AFDC et la SFDI, Revue générale de droit international public, 2014, n°3, pp. 481-662.

-*Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle* (direction J. Bonnet et A. Roblot-Troizier), Les petites affiches, 5 décembre 2012, n°243, n°spécial, 48p.

### **Articles et Chapitres d'ouvrages**

- *Les nudges au cœur de l'action publique, une révolution douce du droit*, RDP, 2023, n°2, à paraître.
- *La contribution du juge constitutionnel au développement de recours effectifs protégeant les libertés*, Civitas Europa, 2023, à paraître.
- *Sans Arrighi*, in A. Vidal-Naquet (dir.), *Petites et grandes chroniques du droit public*, 2023, à paraître.
- *Jurisprudence constitutionnelle* (avec D. Rousseau et PY Gahdoun), in D. Connil, P. Jense-Monge, A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, Éditions Larcier-Bruylant – Collection Études parlementaires, 2023, à paraître.
- *La contribution du juge constitutionnel au développement de recours effectifs protégeant les libertés*, in A. Moine (dir.), *La contribution des juges des libertés au développement de recours effectifs*, Civitas europa, 2023, à paraître.
- *Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), *Le juge dans le constitutionnalisme moderne*, QsQ8, Lextenso, Varenne, 2022, à paraître.
- *Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie* (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas-Labatut, J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun, S. Mouton, *Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?*, Mare et Martin, 2022, pp. 169-180.
- *La Cour de cassation et les droits et libertés : la revanche* (avec M. Afroukh), *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2022, <http://www.revuedlf.com/droit-fondamentaux/la-cour-de-cassation-et-les-droits-et-libertes-la-revanche/>
- *La crise, occasion de saisir la compliance comme mode de communication des autorités publiques*, in Frison-Roche, M.-A. (dir.), *Les buts monumentaux de la Compliance*, série "Régulations & Compliance", *Journal of Regulation & Compliance (JoRC)* et Dalloz, 2022, pp. 299-305 ; version en anglais à paraître.
- *Individualisation et objectivité du contrôle constitutionnel du respect des droits de l'homme*, in C. Boiyeux-Picheral (dir.), *L'(in)efficacité de la logique individuelle des droits de l'homme face aux risques pour l'humanité*, Lexisnexis, 2022, pp. 39-51.
- *Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, PUAM, 2020, pp. 15-36.
- *Les interventions en matière économique*, in PY Gahdoun, G. Clamour (dir.), *QPC et économie*, *Projet QPC 2020*, disponible sur [www.conseil-constitutionnel.fr](http://www.conseil-constitutionnel.fr), pp. 101-112.
- « *Contexte national : l'exemple français* », in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?*, Lextenso, Varenne, 2020, pp. 77-92.
- *Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 : une question d'opportunité ?*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), *Le protocole 16 à la CEDH*, Pedone, 2020, pp. 81-94.
- *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz (dir.), *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, Lextenso, Varenne, 2020, pp 19-33.
- *Comment décident les acteurs juridiques ? Pour une analyse interdisciplinaire du processus décisionnel*, in *Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau*, Lextenso, 2020, pp. 315-326.
- *La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à plusieurs vitesses*, in A. Ponselle, E. Sales, PY Gahdoun (dir.), *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Presses de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier, 2019, pp. 69-84.

- La politique de rupture de la Cour de cassation*, JCP, G, 2019, n°37, 9 septembre 2019, pp. 1594-1601.
- *Le droit constitutionnel de la régulation du foncier agricole*, Droit rural, 2019, n°471, pp. 35-39.
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 17-32.
- *Peut-on parler d'un gouvernement des juges sous la Ve République ?*, in P. Blachère (dir.), *La Constitution de la Ve République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso, 2018, pp. 589-601.
- La transformation du droit constitutionnel par les traités de Rome*, Revue de l'Union européenne, 2018, n°622, pp. 556-562.
- La communication des juridictions constitutionnelles, nouvel objet du droit*, Annuaire international de justice constitutionnelle 2017, PUAM, 2018, pp. 13-15.
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2018, pp. 171-182.
- *La communication numérique des juridictions suprêmes*, in E. Sales (dir.), *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique?*, Institut Universitaire Varenne, Lextenso, 2017, p. 124.
- La concrétisation des contrôles de la loi* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2017, n°5, pp. 821-855.
- Une voie étroite mais possible*, in M. Fatin-Rouge, C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice. Une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits, Aix-en-Provence, 2017, pp. 448-455.
- Le numérique : un défi pour le droit constitutionnel* (coécrit avec P. Türk), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017, pp. 13-24.
- L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, Revue des droits de l'homme (en ligne), 2017, n°1 (37 600 signes)
- Les juges constitutionnels et l'état d'urgence*, Droit administratif, 2016, n°12, Etude n°15.
- *Repenser le « bloc de constitutionnalité » sous l'effet des rapports entre ordres juridiques : pour une redéfinition des sources de la constitutionnalité* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), in B. Bonnet, *Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives*, LGDJ, 2016, pp. 409-438.
- Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Cujas, 2016, pp. 353-362.
- *Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2016, pp. 175-187.
- La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz et J. Bonnet (dir.), *L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?*, Pédone, Publications de l'Institut International des Droits de l'Homme, 2015, pp. 21-42.
- Les contrôles de constitutionnalité et de conventionnalité des lois : concurrents et complémentaires*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), *La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?*, Institut Universitaire Varenne, Colloque et Essai, 2015, pp. 197-220.
- Les adages et le temps* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Revue Française de droit administratif, 2014, n°1, pp. 29-34

- La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, in J. Arlettaz et R. Tinière, *Fragmentation en droit, Fragmentation du droit*, Editions l'Épilogue-Lextenso, 2014, pp. 139-152.
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), *La démocratie : qu'en disent les juristes ?*, Lextenso, 2014, pp. 53-64.
- Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), *Défendre en justice la cause des détenus*, La documentation française, 2014, pp. 247-254.
- Thèse de doctorat*, in M. Touzeil-Divina (dir.), *Initiation au droit. Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, Lextenso, 2<sup>e</sup> éd., 2014, pp. 304-306.
- Les contrôles a priori et a posteriori*, *Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 40, 2013, pp. 105-115.
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, *Politeia*, 2013, n°23, pp.231-241.
- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), *Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal*, Cujas, 2013, pp. 11-24.
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel relatives à l'élection présidentielle* (coécrit avec A. Roblot-Troizier), *Petites affiches*, numéro spécial, 5 décembre 2012, pp. 29-33.
- La question prioritaire de constitutionnalité. Etude des caractères « sérieux » et « nouveau »*, Rédaction des développements consacrés à la Belgique. *Contrat de recherche, Mission Droit et justice*, CERCOP, Université Montpellier I, 2012, pp. 92-101.
- L'indépendance du contrôle de conventionnalité des lois*, in *Indépendance(s)*, *Etudes en l'honneur de Jean-Louis Autin*, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2012, pp. 1231-1252.
- La QPC, une révolution qui continue* (Coécrit avec Dominique Rousseau), *Revue parlementaire*, Mars 2011, p. 38.
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, *La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire*, *Facultés des sciences juridiques, économiques et sociales de Marrakech*, n°38, 2011, pp.57-66.
- Démocratie et multiplication des droits* (Coécrit avec Mathilde Philip-Gay), in A. Delcamp, A.-M. Le Pourhiet, B. Mathieu et D. Rousseau (dir.), *Nouvelles questions sur la démocratie*, Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2010, pp. 15-30.
- 1958-1983 : 25 ans de délibérations. Présentation de la période 1974-1980* (Coécrit avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun), *Les cahiers du Conseil constitutionnel*, *Hors série*, 2009, pp. 115-117.
- La révision constitutionnelle et le juge, une consécration ?*, *Politeia*, n°15, 2009, pp. 465-488.
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique* (Coécrit avec Véronique Gimeno) in D. Favre, A. Hasni, C. Reynaud (dir.), *Les valeurs explicites et implicites en éducation*, De Boeck, 2008, pp. 27-39.
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, *VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel*, *Atelier n°5* sous la dir. de G. Drago et T.-S. Renoux, 2008, disponible sur [www.droitconstitutionnel.org](http://www.droitconstitutionnel.org)
- Le contrôle des marchés passés par les Assemblées parlementaires. Les répercussions de la jurisprudence « Président de l'Assemblée nationale » (CE, Ass., 5 mars 1999)* in *Contrats Publics, Mélanges en l'honneur de Michel Guibal*, Presses de la Faculté de droit de Montpellier, 2006, *Tome 2*, pp. 305-319.
- L'amorce d'une « véritable révolution juridique » : la réponse du juge ordinaire et du Parlement à la censure par le Conseil constitutionnel d'une loi promulguée*, *Revue française de droit administratif*, 2005, n°5, pp. 1049-1053.

-*Le Conseil d'Etat et le Conseil supérieur de la magistrature*, Revue du droit public, 2004, n°4, pp. 987-1014.

### **Chroniques et notes de jurisprudence**

- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2022)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2023, n°1, à paraître.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle comparée/France* (avec M. Afroukh), sous la direction de M. Borres, C. Romainville, M. Verdussen, Revue trimestrielle des droits de l'Homme 2022/3 (n° 131), pp. 565-622.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2021)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2022, n°1, pp. 307-336.
- La déconstruction des libertés universitaires par le Conseil constitutionnel. À propos de la décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020* (avec PY Gahdoun), AJDA, 2021, n°10, pp. 13-21.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2020)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2021, n°1, pp. 305-340.
- Le Conseil constitutionnel déclare la guerre aux interprétations supranationales, Note sous CC, n°2020-858/859 QPC, 2 octobre 2020* (avec PY Gahdoun), AJDA, 2020, pp. 2158-2164.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2019)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2020, n°1, pp. 309-352.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2018)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2019, n°1, pp. 249-288.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2017)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2018, n°1, p. 285.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°57, 2017.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°55-56, 2017, pp. 117-142 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°54, 2017, pp. 85-96.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2016)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2017, n°1, p.175-211.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°53, 2016, pp. 99-116 .
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°52, 2016, pp. 71-86.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°51, 2016, pp. 85-106.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2015)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2016, n°1, p. 305s.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2014)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2015, n°1, pp. 227-256.
- Chronique de droits fondamentaux et libertés publiques*, (coécrit avec A. Roblot-Troizier), Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, n°50, 2015, pp. 85-102.
- *L'épanouissement de la jurisprudence Etat d'urgence en Nouvelle-Calédonie, Note sous CC, n°2013-349 QPC du 18 octobre 2013 Société Allianz*, Actualité juridique de droit administratif, 2014, pp. 467-471.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2013)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2014, n°1, pp. 207s.

- Chronique de jurisprudence constitutionnelle* (septembre 2013-mars 2014), Annotations sous cinq arrêts du Conseil d'Etat, Gazette du Palais, 2014, n°192 à 193, pp. 15-17.
- Chronique annuelle de jurisprudence constitutionnelle (2012)*, (coécrit avec D. Rousseau et P.-Y. Gahdoun), Revue du droit public, 2013, n°1, pp. 197s.
- La pacification par le Conseil constitutionnel des rapports entre employeur et salariés protégés*, Note sous CC, n°2012-242 QPC du 14 mai 2012, Droit social, n°9, septembre 2012, p. 796-803.
- Actualité bibliographique, Site Internet et revues électroniques*, Constitutions-Revue du droit constitutionnel appliqué, depuis 2010, 4 numéros par an, soit 16 chroniques au total sur la période 2012-2015, 2 pages par numéro.
- Note sous CC, n°2004-505 DC du 19 novembre 2004*, Traité établissant une Constitution pour l'Europe, International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- Note sous CE, ord. réf., 11 octobre 2001, n° 238849, M. Hauchemaille* International Law Before Domestic Courts (ILDC), Oxford University press, www.oxfordlawreports.com
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2006 : « Introduction » et « Les normes de référence »*, Revue administrative, 2006, n°354, pp. 599-602.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2005, n°346, pp. 350-353.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2004 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°342, pp. 594-598.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Second semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2004, n°339, pp. 261-265.
- Chronique de jurisprudence constitutionnelle. Premier semestre 2003 : les techniques juridictionnelles*, Revue administrative, 2003, n°335, pp. 487-490.

### **Autres publications**

- Communication et Etat de droit : duel ou duo ?*, Newsletter du CREAM, n°24, février 2021, <https://cream.edu.umontpellier.fr/evenements/fil-dactualites-du-cream/>
- Préface*, A. Kebe, *Le recours à la QPC par les collectivités territoriales: Bilan de la jurisprudence et perspectives*, Université européennes, 2018.
- Le contrôle des élections présidentielles*, Dalloz étudiant, 11 mai 2012.
- « *Sénat : un défi pour la gauche* », Territoires, Novembre 2011.
- Corrigé d'une dissertation : La puissance de l'Etat est-elle sans limite ?*, in A. Viala, M. Verpeaux (dir.), *Annales Droit constitutionnel 2007*, Dalloz, 2006, pp. 39-47.

### **Intervention dans les médias**

- « Être démocratiquement élu n'autorise pas à méconnaître la Constitution ! », Tribune signée avec un collectif de constitutionnalistes, Le Midi Libre, 16 avril 2022 ; Var-Matin et Nice-Matin, 19 avril 2022 ; Journal de Mayotte, 19 avril 2022.
- « Peut-on suspendre les aides sociales pour les «parents de mineurs délinquants et criminels» ? », Interview, Le Figaro, 28 janvier 2022
- « Du général de Gaulle à Macron : l'exécutif face au Conseil constitutionnel », Interview, Le Point 5 août 2021
- Interview au journal Politis au sujet de la loi sur la sécurité globale, 21 mai 2021
- Interview au Journal du dimanche, 17 avril 2021, au sujet du projet de loi relatif aux conditions de travail en prison

- «*Le Conseil constitutionnel vide de sa substance le principe d'indépendance des enseignants-chercheurs* », Tribune, Le Monde, 8 janvier 2021 (avec D. Rousseau et PY Gahdoun)
- Interview TV5 Monde à propos du débat constitutionnel en Côte d'Ivoire, 19 septembre 2020
- « QPC et droit des affaires : un rendez-vous manqué ? », Droit et affaires, Entretien, 3 juin 2019
- « Le Conseil constitutionnel et la communication numérique », Mediapolis, Entretien, Europe 1, 17 juin 2017
- « Présidentielle : le parrainage d'un maire soumis au vote des ses administrés », Le Figaro, site Internet, Entretien, 24 février 2017
- Interventions médiatiques à propos de l'examen par le Conseil constitutionnel du régime légal du travail des détenus, septembre 2015 (Le Monde, France Inter, France Info, Capital, Liaisons sociales...)

## **CONFERENCES ET COMMUNICATIONS DANS DES MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES**

- « *Droit constitutionnel et droit administratif : introduction* », Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, Paris, 17 janvier 2023.
- Le Conseil constitutionnel et la souveraineté*, in P. Bourdon, M. Heitzman-Patin, F. Poulet, La protection de la souveraineté par les juges, Conseil constitutionnel, Paris, 19 octobre 2022.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), Un an de droit public, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 20 juin 2022.
- L'utilisation de la théorie du Nudge par les politiques publiques*, in Philomène Calvez, Caroline Gilles, Jade Meyrieu, Antoine Oumedjkane, Mélissandre Talon et Ferdi Youta (dir.), L'argument scientifique en droit public, Montpellier, 20 mai 2022.
- Les incidences du contrôle concret de conventionnalité des lois*, in Maxime Lei et Raphaël Reneau (dir.), La part des contentieux administratif et constitutionnel dans les déséquilibres normatifs. De l'observation des déséquilibres normatifs sous un angle contentieux, Vannes, 29 avril 2022.
- Les fonctions régaliennes*, Animation d'une table ronde in J. Bonnet, P. Idoux, M. Ubaud-Bergeron (dir.), *Droit constitutionnel et droit administratif : unité ou autonomie des notions juridiques ?*, Journée décentralisée de l'Association française de droit constitutionnel, Montpellier, 8 avril 2022
- La Cour de cassation et les droits et libertés : la revanche* (avec M. Afroukh), in Colloque des 10 ans la RDLF, Montpellier, 3 décembre 2021.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), Un an de droit public, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 30 juin 2021.
- La contribution du juge constitutionnel au développement de recours effectifs protégeant les libertés*, in A. Moine (dir.), La contribution des juges des libertés au développement de recours effectifs, Nancy, 28 mai 2021.
- La crise, occasion de saisir la compliance comme mode de communication des autorités publiques*, in Marie-Anne Frison-Roche, Pascale Idoux, Antoine Oumedjkane et Adrien Tehrani (dir.), *Normes publiques et compliance en temps de crise : les buts monumentaux à l'épreuve*, 17 mai 2021.
- L'approche ambivalente du Conseil constitutionnel* (avec PY Gahdoun) in M. Arfroukh, J. Bonnet et PY Gahdoun Les conditions d'incarcération sous le contrôle des juges : éléments d'actualité, en ligne, 29 avril 2021.
- Introduction*, in M. Afroukh, J. Bonnet, *Le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme : vers un nouvel équilibre ?*, Montpellier, 7 février 2020.
- Le contrôle de constitutionnalité des lois électorales : regard croisé France – Italie* (avec J. Arlettaz), in P. Esplugas, J. Bonnet, PY Gahdoun, S. Mouton, Modèles électoraux et démocratie : quels enjeux constitutionnels ?, Toulouse, 5 décembre 2019.
- Rapport de synthèse*, in G. Galustian, Contrôler les gouvernants en France : où en est-on ?, VIIIe journée de la Commission de la Jeune recherche en droit constitutionnel, Montpellier, 14 novembre 2019.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), Les mutations du droit public, Colloque des 10 ans du Magistère droit public appliqué, Montpellier, 25 octobre 2019.
- Le Conseil constitutionnel et le protocole 16 à la CEDH*, in M. Afroukh, J.-P. Marguenaud (dir.), Séminaire sur le Protocole 16 CEDH, Montpellier, 19 avril 2019.
- *Regard de sociologie institutionnelle sur le juge judiciaire*, in J. Arlettaz, J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs, Montpellier, 30 novembre 2018.

- Les juges judiciaires et leurs constitutionnalismes ; le point de vue du publiciste*, in S. Mouton, A. Vidal-Naquet, W. Mastor, X. Magnon (dir.), *Le juge dans le constitutionnalisme moderne*, QsQ8, Toulouse, 19 octobre 2018.
- Contexte national : le cas français*, in F. Barque, S. Nicot (dir.), *Vers l'instauration d'une procédure d'exécution des décisions du Conseil constitutionnel ?* Grenoble, 18 octobre 2018.
- Les aspects constitutionnels de la régulation foncière et agricole*, ANDER, J.-M. Clément et F. Menonville (dir.), *La contribution du droit à la régulation du marché des terres agricoles*, Assemblée nationale, 5 juillet 2018.
- Introduction*, in J. Bonnet, N. Marty (dir.), *Un an de droit public*, Magistère droit public appliqué, Montpellier, 8 juin 2018.
- Les juges constitutionnels ordinaires, juges constitutionnels de droit commun ?* (avec A. Roblot-Troizier), in X. Magnon, A. Vidal-Naquet, *La QPC, vers une reconfiguration de l'architecture juridictionnelle ?*, Aix-en-provence, 6 avril 2018.
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Aix-en-provence, UMR DICE, 12 mars 2018.
- La clarté et la précision de la loi punitive : un régime constitutionnel à deux vitesses ?*, in A. Ponselle, E. Sales, PY Gahdoun, *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Montpellier, 19 janvier 2018
- La concrétisation des contrôles de la loi*, Montpellier, CERCOP, 12 janvier 2018
- La radicalisation religieuse saisie par le juge constitutionnel*, in O. Bui-Xuan (dir.), *La radicalisation religieuse saisie par le droit*, Evry, 30 novembre 2017
- Le point de vue du constitutionnaliste sur le non renvoi des QPC par les Cours suprêmes*, in N. Droin, A. Fautré-Robin (dir.), *Le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité : Unité ou diversité des pratiques de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Clermont-Ferrand, 25 octobre 2017
- Le droit constitutionnel à l'épreuve du numérique*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, Présidence et conclusions (avec P. Türk), Paris, 17 mars 2017
- Etat d'urgence et protection des droits fondamentaux : quel bilan ?*, modérateur et discutant, sous la direction de M. Afroukh et J. Arlettaz, Montpellier, 27 janvier 2017
- Le juge d'instruction et la Constitution*, modérateur et discutant, avec T. Meindl et A. Ponselle, 20 janvier 2017
- La communication numérique des juges constitutionnels*, in E. Sales (dir.), *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?*, Montpellier, 4 novembre 2016
- Les conditions d'une réforme en France au regard des expériences étrangères*, Table ronde, in M. Stefanini, C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, Aix-en-provence, 24 juin 2016
- Repenser la démocratie. Conférence-débat autour des propositions de la Commission Bartolone*, avec W. Genieys, E. Sales, B. Troupel, A. Viala, Montpellier, 8 janvier 2016
- L'effectivité des droits sociaux dans le cadre de la QPC*, in H. Hurpy, S. Torcol (dir.), *Contentieux constitutionnel des droits et libertés fondamentaux et économie*, Toulon, 20 novembre 2015
- Juridictions constitutionnelles nationales et juridictions supranationales*, in F. Balaguer Callejón et A. Viala (dir.), *Droit constitutionnel national, intégration supranationale et mondialisation*, Grenade, 16 octobre 2015
- 5 ans de QPC : une révolution inachevée ? Introduction*, in J. Bonnet, P.-Y. Gahdoun (dir.), *5 ans de QPC : une révolution inachevée ?*, Montpellier, 6 mars 2015
- QPC et protection européenne des droits de l'homme*, Débat vidéo organisé par la Revue des droits et libertés fondamentaux sous la direction de J. Bonnet et R. Tinière, Grenoble, 4 mars 2015
- Les effets de la Charte sur les compétences du Parlement*, in C. Cerda Guzman, F. Savonitto (dir.), « Les 10 ans de la Charte de l'environnement 2005-2015 », Bordeaux, 6 février 2015.

- *La QPC et l'intérêt du justiciable*, in J. Arlettaz, J. Bonnet (dir.), L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux, Du juge des droits au juge du Droit?, Montpellier 12 décembre 2014
- Les principes constitutionnels intéressant la procédure administrative*, in J.-B. Auby (dir.), A la recherche des principes du droit de la procédure administrative, Conseil d'Etat, 5 décembre 2014
- Dialogue des juges et qualité de la norme*, in V. Peltier, A. Gogorza (dir.), « Jurisprudence et qualité de la norme », Bordeaux, 13 novembre 2014
- Le renouvellement de l'autorité des décisions du Conseil constitutionnel*, Séminaire du CERCOP, Faculté de droit et de Sciences politiques de Montpellier, 21 mai 2014
- Le contrôle de constitutionnalité et le contrôle de conventionnalité: entre concurrence et complémentarité*, in E. Cartier, L. Gay, A. Viala (dir.), La QPC : vers une culture constitutionnelle partagée ?, Sénat, 27 mars 2014
- Les contours méthodologiques du droit constitutionnel européen*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in F. Balaguer Callejon, A. Viala, S. Pinon (dir.), Le Droit constitutionnel Européen à l'épreuve de la crise économique et démocratique de l'Europe, Montpellier, 12 décembre 2013
- Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Introduction*, in J. Bonnet, F. Coulée, A. Roblot-Troizier (dir.), Identité constitutionnelle de la France et protection internationale des droits de l'homme, Evry, 25 novembre 2013
- Les adages et le temps* (avec A. Roblot-Troizier), in H. Hoeffner, L. Janicot, A. Roblot-Troizier, *Les adages en droit public*, Paris, 11 octobre 2013.
- Les modes d'application de la Constitution par la Cour de cassation*, in G. Drago, X. Philip (dir.), La Cour de cassation et la Constitution, perspectives nouvelles, Cour de cassation, 27 septembre 2013
- La fragmentation de la protection juridictionnelle et le dialogue des juges*, Modérateur et discutant d'une table ronde, in J. Arlettaz et R. Tinière (dir.), Fragmentation en droit, Fragmentation du droit, Grenoble, 17 mai 2013
- Les perspectives de la protection constitutionnelle des détenus*, in S. Slama, N. Ferran et OIP (dir.), Défendre en justice la cause des détenus, Sénat, 24 janvier 2013
- Pour un renouveau démocratique. Conférence sur le rapport de la « Commission Jospin »*, Organisation et modération de la conférence, avec D. Rousseau, J. Benetti et A. Roblot-Troizier, Evry, 10 décembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et l'entreprise*, Journée du droit, Ordre des avocats du barreau d'Alès, 29 novembre 2012
- Le principe constitutionnel de la légalité criminelle*, in F. Hourquebie, V. Peltier (dir.), Droit constitutionnel et grands principes du droit pénal, Bordeaux, 8 novembre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité et le Parlement*, in J.-P. Derosier (dir.), La fonction présidentielle sous le quinquennat Sarkozy, Saint-Etienne, 19 octobre 2012
- Le métier d'avocat et la question prioritaire de constitutionnalité*, Congrès de la Confédération nationale des avocats, Montpellier, 12 octobre 2012
- La question prioritaire de constitutionnalité : mécanisme, apports et questions d'actualité*, Centre Léon Duguit, Evry, 5 juillet 2012
- Question prioritaire de constitutionnalité et droit privé*, Ecole doctorale de Montpellier, 13 juin 2012
- Le droit au juge : la « contre démocratie » par le droit*, in A. Viala (dir.), « La démocratie : qu'en disent les juristes ? », Montpellier, 24 et 25 mai 2012
- Pouvoirs et démocratie en France*, « Journée de l'Europe », Centre régional de documentation pédagogique de Montpellier, 9 mai 2012

- Organiser les primaires*, Présidence d'une table ronde, in P.-Y. Gahdoun (dir.), Les primaires, Montpellier, 30 mars 2012
- Les enseignements des délibérations du Conseil constitutionnel* (avec Agnès Roblot-Troizier) in A. Roblot-Troizier et J. Bonnet (dir.), Regards du Conseil constitutionnel sur l'élection présidentielle, Evry, 27 mars 2012
- Démocratie et multiplication des droits*, Journée nationale de l'Association française de droit constitutionnel, « Nouvelles questions sur la démocratie », Paris, 4 décembre 2009
- Démocratie administrative et droit des administrés* in S. Caudal, P.-Y. Gahdoun, (dir.), « Démocratie et multiplication des droits », Lyon, 4 juin 2009
- 1958-1983 : 25 ans de délibération, Présentation de la période 1974-1980* avec Dominique Rousseau et Pierre-Yves Gahdoun, « 1958-1983 : 25 ans de délibération », Conseil constitutionnel, 30 janvier 2009
- Le contrôle de la loi par le juge ordinaire ou les carences de la question préjudicielle en appréciation de la constitutionnalité des lois*, VIIe Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, 26 septembre 2008
- Le principe constitutionnel de non-discrimination génétique*, IIIe colloque Franco-Marocain, « La lutte contre les discriminations : approche pluridisciplinaire », Faculté de droit de Montpellier, 4 avril 2008
- La jurisprudence constitutionnelle de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat*, Atelier juridique de l'école doctorale, UFR droit, Montpellier, 16 février 2006
- L'influence de la jurisprudence européenne sur le Conseil constitutionnel*, Université autonome de Barcelone, Programme d'Action Intégrée, « Cours constitutionnelles et Cours européennes », 15 novembre 2005
- Rapport de synthèse de l'atelier sur « Les valeurs explicites et implicites en éducation »*, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 17 septembre 2005
- L'origine sociale des valeurs. Approche juridique*, Les valeurs explicites et implicites en éducation, 9e rencontres du Réseau International de Recherche en Education et en Formation, Université Montpellier III, 15 septembre 2005
- Controverse sur l'effet du contrôle des lois promulguées par le Conseil constitutionnel*, VIe congrès de l'Association Française de Droit Constitutionnel, Atelier sur les controverses constitutionnelles dirigé par A.-M. Le Pourhiet et S. Pierre-Caps, Montpellier, 9 juin 2005
- La jurisprudence récente du Conseil d'Etat relative au Conseil supérieur de la magistrature*, 1ère rencontres Conseil d'Etat-Université, Faculté de droit de Montpellier, 6 décembre 2003

## **ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE**

### ***Direction de thèses***

#### ***-soutenues***

-Emma Grego, *Les discours péri-décisionnels des Hautes juridictions. Analyse de la communication numérique officielle au service d'une diplomatie juridictionnelle*, Montpellier, 16 décembre 2020, jury composé de Mathieu Disant (rapporteur), Fabrice Hourquebie (rapporteur), Pauline Türk et Pierre-Yves Gahdoun (Président).

-Geoffroy Herzog (Enseignant contractuel à L'Université de La Rochelle), *L'élection populaire du Président de la République dans l'espace européen* (en codirection à 50% avec S. Pinon), Montpellier, 24 juin 2022, jury composé de Benjamin Fargeaud (rapporteur), Pauline Türk (rapporteur), Mathilde Heitzman-Patin (Président), Vasco Pereira Da Silva, Stéphane Pinon et Julien Bonnet (directeurs de recherche).

#### ***-en cours***

-Mélissandre Talon (DCCE puis ATER), *Le Conseil constitutionnel et le droit de la concurrence* (depuis 2018)

-Valentine Benedetti, *L'argument de fait devant le Conseil constitutionnel* (depuis 2022)

-Camille Poirier (DCCE), *Le Conseil constitutionnel et la procédure administrative non-contentieuse* (depuis 2022)

### ***Participation à des jurys de thèse et de jury HDR***

-Marina Kalara, *L'interprétation en réseau. Etude sur l'articulation des fonctions interprétatives des juges de la QPC*, sous la direction de Marie-Anne Cohendet, Paris I, 22 mars 2022 (Rapporteur).

-Julien Vachey, *L'urgence et le contrôle juridictionnel des atteintes législatives aux droits fondamentaux. Etude de droit processuel public interne et européen*, sous la direction de Jean-Jacques Pardini, Toulon, 16 décembre 2021 (Rapporteur).

-Mariana Almeida Kato, *La transparence de la justice constitutionnelle : une étude de droit comparé (France, Brésil, Etats-Unis)*, sous la direction de Thomas Hochmann, Reims, 17 novembre 2021 (Rapporteur).

-Manon Leblond, *Le principe d'individualisation de la peine en droit pénal français*, sous la direction d'Anne Ponselle, Montpellier, 16 avril 2021 (Président).

-Julien Béal-Long, *Moyens de constitutionnalité et moyens de légalité. Etude de la réception par le Conseil constitutionnel des moyens de légalité externe*, sous la direction de Valérie Goesel-Le Bihan, Lyon II, 25 septembre 2020 (Rapporteur).

-Jérémy Martinez, *Conseil constitutionnel et économie*, sous la direction de Guillaume Drago, Paris II, 11 décembre 2019 (Rapporteur).

-Anaïs Dechambre, *L'intégration de principes directeurs du procès dans le contrôle de constitutionnalité des lois. Contribution à une étude processuelle de la question prioritaire de constitutionnalité*, sous la direction de Bertrand Mathieu, Paris I, 8 novembre 2019 (Rapporteur).

- Bertrand Sergues, *La question prioritaire de constitutionnalité face à l'ordre juridique interne : analyse des effets du mécanisme constitutionnel de contrôle des lois entrées en vigueur sur l'ordre juridique interne*, sous la direction de Stéphane Mouton, Toulouse, 22 octobre 2019 (Président).
- Chloé Cyteval, *L'office de l'avocat général de la Cour de cassation dans le contentieux de la QPC*, sous la direction de Dominique Rousseau, Paris I, 12 octobre 2019 (Rapporteur).
- Alex Chauvet, *Le renvoi et le non-renvoi des questions prioritaires de constitutionnalité par le Conseil d'Etat et la Cour de cassation*, sous la direction de Fabrice Hourquebie, Bordeaux, 28 novembre 2018 (Rapporteur).
- Marine Benigni, *L'application dans le temps des décisions QPC*, sous la direction d'Emmanuel Cartier, Lille, 12 novembre 2018 (Rapporteur).
- Mathilde Kamal, *Le Conseil constitutionnel et le temps*, sous la direction de Pierre-Yves Gahdoun, Montpellier, 4 mai 2018 (Président)
- Céline Gueydan, *L'exception en droit public*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 4 décembre 2017.
- Mathilde Heitzmann-Patin, *Les normes de concrétisation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de Michel Verpeaux, Paris 1, 8 mars 2017 (Rapporteur)
- François Barque, *Les figures du juge*, Soutenance HDR, Grenoble, 27 février 2017 (Rapporteur)
- Fleur d'Argent, *La consultation en droit public interne*, sous la direction d'Ariane Vidal-Naquet, Aix-en-Provence, 9 décembre 2016 (Rapporteur)
- Johan Baillargeon, *La question prioritaire de constitutionnalité et le juge administratif*, sous la direction de F. Lichère et T.-S. Renoux, Aix-en-Provence, 2 décembre 2016 (Rapporteur)
- Godefroid Boholombe Bompondo, *Le juge constitutionnel et l'application des normes internationales et régionale de protection des droits fondamentaux. Etude comparative des droits français, allemand et sud-africain*, sous la direction de P. Gaïa, Aix-en-Provence, 30 juin 2016 (Rapporteur)
- Chloé Mathieu, *Le principe de la séparation des pouvoirs dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de J. Roux, Montpellier, 9 décembre 2015 (Assesseur)
- Olivier Bonnefoy, *Les relations entre Parlement et Conseil constitutionnel. Les incidences de la question prioritaire de constitutionnalité sur l'activité normative du Parlement*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 12 juin 2015 (Assesseur)
- Faten Ben Hassine, *Les nouveaux pouvoirs de police du maire en matière de prévention, répression de la délinquance, contrôle social et familial depuis la loi du 5 mars 2007*, sous la direction de F. Colly, Evry, 24 juin 2014 (Président)
- Eric Lestrade, *Les principes directeurs du procès dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de F. Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 21 novembre 2013 (Rapporteur)
- Anne Wlazlak, *L'influence de la construction communautaire sur la Constitution française*, sous la direction de P. Blachère, Avignon, 7 juin 2013 (Rapporteur)
- Motjaba Mortada, *Le contrat dans la fonction publique : la situation du Liban éclairée par l'exemple français*, sous la direction d'E. Marc, Montpellier, 14 décembre 2012 (Rapporteur)
- Rémi Bertrand, *Le statut constitutionnel des religions. Etude comparée France Italie (L'idéologie culturelle ou l'hégémonie religieuse)*, sous la direction de D. Rousseau, Montpellier, 22 novembre 2012 (Rapporteur)
- Olivier Hasenfratz, *QPC et procédure pénale : Etats des lieux et perspectives*, sous la direction de J.-M. Maillot, Montpellier, 6 janvier 2012 (Rapporteur)

### ***Direction d'équipe de recherche interne à un laboratoire***

- Membre du Conseil de Laboratoire du CERCOP, responsable (avec P.-Y. Gahdoun) de l'axe de recherche consacré au contentieux constitutionnel, Université de Montpellier (depuis 2014)
- Membre du Centre Léon Duguit, responsable (avec A. Roblot-Troizier) de l'axe de recherche « Contentieux publics et privés, transformations des juges et des méthodes », Université d'Evry-Val-d'Essonne (2010-2013)
- Membre du Comité scientifique pour le rapport « Nature de l'office du juge de 1ère instance et d'appel dans l'appréciation du caractère sérieux de la QPC », GIP Droit et Justice, CERCOP, 2012.

### ***Divers***

- Membre de Comités de suivi de thèse de doctorants inscrits à Montpellier et Evry
- Direction de mémoires de Master 1 et Master 2 (environ 5 par an depuis 2009)
- Encadrement de stage en tant que directeur du Magistère droit public appliqué (environ 7 par an depuis 2015)

## **ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT**

### **EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER (2014-...)**

- Droit constitutionnel général, (Licence 1, depuis 2019)
- Mutations contemporaines du droit public (Licence 3, depuis 2021)
- Pratique du Contentieux constitutionnel (Master 1)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public)
- Actualité des droits et libertés (Master 2 Droit public)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- La jurisprudence pénale du Conseil constitutionnel (Master 2 Pratiques pénales)
- Droit immobilier et question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droit immobilier)
- Pratique du contrôle de la loi (Master 2 Droit des contentieux)
- Droits et libertés (Master 2 Droit des personnes et de la famille)
- Actualité du droit public (Prépa ENM)
- Pratiques du contentieux constitutionnel (Master 2 Droit public général, 2015-2019)
- Doctrines constitutionnelles modernes (Licence 2, 2015-2019)
- Interventions régulières dans le Magistère droit public appliqué, le Collège de droit, le DU Contentieux administratif
- Préparation à l'épreuve de droit public au concours de Conseiller de la Chambre Régional des comptes (IPAG)
- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2014-2015)

### **EN QUALITE DE PROFESSEUR A L'UNIVERSITE D'EVRY-VAL-D'ESSONNE (2010/2013)**

#### Cours magistraux à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne

- Droit constitutionnel (Licence 1)
- Droit des services publics (Master 1)
- Droit des services publics locaux (Master 2 Droit public des collectivités locales)
- Droit administratif des biens (Licence 3)
- Contentieux constitutionnel (Master 2 Carrières judiciaires et droit des contentieux)
- Droits et libertés fondamentaux des biotechnologies (Master 2 Droit des biotechnologies)
- La question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Droits de l'homme et droit humanitaire)
- Actualité des droits et libertés fondamentaux (IEJ)
- Protection des droits de l'homme (2012-2013)

#### Cours magistraux à l'Université Montpellier I

- Droit constitutionnel européen (Master 1 Droit public, 2010/2011 2013-2014)
- La jurisprudence constitutionnelle du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation (Master 2 Droit public général)
- Actualité du droit public Prépa ENM
- Actualité du droit constitutionnel : Prep'ENA
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (Master 2 Droit de la sanction pénale)
- Pratique de la question prioritaire de constitutionnalité (Master 2 Magistère droit public des affaires)

#### Cours magistraux à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse

- Systèmes politiques et administratifs européens (Master 2 Juriste européen, 2012/2013)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Juriste européen, 2011/2012)

**EN QUALITE DE MAITRE DE CONFERENCES A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2009/2010)**

Cours magistraux :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Grands problèmes constitutionnels contemporains (Licence 2)
- Théorie générale des libertés fondamentales (Licence 3)
- Droit constitutionnel comparé (Master 1 Droit public)
- Actualité de droit public (Prep'ENA)
- Droit public (Prepa ENM)
- Sanction pénale et Conseil constitutionnel (DU Droit de la sanction pénale)

**EN QUALITE D'ALLOCATAIRE-MONITEUR PUIS ATER A TEMPS PLEIN A L'UNIVERSITE MONTPELLIER I (2002/2007)**

Travaux dirigés :

- Droit constitutionnel général (Licence 1)
- Droit constitutionnel de la Ve République (Licence 1)
- Institutions européennes (Licence 1)
- Contentieux constitutionnel (Master 1)
- Droit constitutionnel européen (Master 1)